



26150

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du mardi 09 juillet 2024

Délibération n°DE_2024_025

NOMBRE DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Votants
6	6	6
Date de la convocation : 02/07/2024		
Pour	Contre	Abstention
6	0	0
Résultat du vote : adoptée		

Le neuf juillet deux mille vingt-quatre, à 18 heures 30, l'assemblée régulièrement convoquée le 02 juillet 2024, s'est réunie au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances (Mairie), sous la présidence de Claire GERY.

Présents : Claire GERY, Roger MOORE, Céline CERTANO, Grégory ARMAND, Robert FORTUNE, Thierry PUILLET

Représentés :

Absents et Excusés :

Conformément à l'article 2121-15 du CGCT, Céline CERTANO est nommée à l'unanimité secrétaire de séance.

OBJET : DURÉE D'AMORTISSEMENT DES BIENS DE LA COMMUNE

Vu l'article L2321 -2, 27° du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article R 2321-1 du code général des collectivités territoriales,

Madame le Maire rappelle que l'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Ce procédé permet donc de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge relative à leur remplacement.

S'agissant du calcul des dotations aux amortissements, Madame le maire précise que :

- la base est le coût d'acquisition ou de réalisation de l'immobilisation (valeur TTC) ;
- la méthode retenue est la méthode linéaire ;
- la durée est fixée par l'assemblée délibérante ;
- l'assemblée délibérante peut fixer un seuil en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

La commune a l'obligation d'amortir tous les biens, réseaux, travaux et études se rapportant au budget M49 (eau et assainissement), en revanche pour le budget général seuls les amortissements des subventions d'équipements versées est obligatoire pour toutes les collectivités quelle que soit leur catégorie démographique.

Il est donc proposé de n'amortir que les articles obligatoires (art L.2321-2-28° du CGCT en M 57 et L.2321-2-27° du CGCT en M 49 pour le service eau et assainissement) et de fixer le seuil des biens amortissables à 3000 € ; les subventions correspondantes perçues sont amorties sur la même durée que le bien ou l'équipement concerné.

Date de transmission de l'acte: 30/07/2024
Date de réception de l'AR: 30/07/2024
026-212602056-DE_2024_025-DE
A G E D I

DE_2024_025

• Durée d'amortissement concernant le budget de l'eau et de l'assainissement

Pour les immobilisations incorporelles, les frais d'études et les frais d'insertion non suivis de réalisation et les frais de recherches et de développement (comptes 203 et 208), la durée d'amortissement ne peut excéder 5 ans ;

Les subventions d'équipement versées, suivent les durées d'amortissement des biens corporels ou incorporels auxquelles elles sont attachées.

Les frais concernant les travaux sur les réseaux communaux d'eau et assainissement (comptes 21), la durée d'amortissement se fera sur 50 ans. La précision est faite pour le matériel spécifique (imputations 215 et 218), qui sera amorti sur 10 ans.

• Durée d'amortissement concernant le budget général

Pour les immobilisations incorporelles, les frais d'études et les frais d'insertion non suivis de réalisation et les frais de recherches et de développement (compte 2031), la durée d'amortissement ne peut excéder 5 ans ;

Les subventions d'équipement versées (comptes 204*), concernant :

* les travaux d'enfouissement des réseaux notamment seront amortis sur 30 ans.

* la participation à l'investissement pour l'acquisition de matériel (logiciel par exemple) seront amortis sur 5 ans.

Il est précisé que les amortissements déjà en cours ne seront pas impactés par ces durées.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- d'ADOPTER les durées d'amortissement telles qu'elles sont indiquées ci-dessus ;
- de CHARGER Madame le Maire de faire le nécessaire.

Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an susdits à MONTMAUR EN DIOIS.

Claire GERY
Président de séance



Céline CERTANO
Secrétaire de séance

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.

Date de transmission de l'acte: 30/07/2024
Date de réception de l'AR: 30/07/2024
026-212602056-DE_2024_025-DE
A G E D I